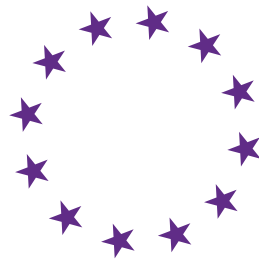


La Déclaration d'Amsterdam

Programme de Volt
pour le Parlement Européen
2019-2024



Volt

Préambule

Lors d'une période de fortes tensions politiques, un ensemble d'Européens de tous horizons décida qu'il était temps de faire entendre leur voix. Il était venu le moment d'agir ; et c'est ainsi que Volt est né. Nous nous sommes rassemblés pour que la société progresse, nous revendiquons notre attachement à la coopération, et nous embrassons la perspective d'un futur en commun. Nous sommes porteur d'un message d'espoir, de courage, et de solidarité. Ce message proclame que les divisions internes ne parviendront pas à mettre à bas ce que nos aïeux ont bâti. Volt a été créé pour redynamiser l'Europe, en commençant par résoudre les problèmes qui sont nos dénominateurs communs. Volt offre aux Européens une nouvelle vision pour l'Union, qui attaque de front les défauts de celle-ci tout en fusionnant nos aspirations communes.

Aujourd'hui, Volt se présente aux élections européennes, pour insuffler une nouvelle énergie à la politique et redéfinir l'Europe dont nous avons tous besoin.

Une Europe fondée sur une union politique forte, qui mutualise les risques ainsi que les réussites au profit de tous les Européens. Une Union dans laquelle chaque voix compte. Une Union qu'il est urgent d'améliorer. Une Europe à l'économie robuste qui garantit des opportunités à chacun, dès à présent et pour les générations à venir. Une Union moteur économique. Une Europe qui prend soin de ses citoyens, où les enfants profitent d'un environnement plus sain. Une Europe où les flux migratoires sont gérés collectivement, où les droits sont garantis et les responsabilités partagées. Une Union synonyme de véritable progrès.

Sans précédent dans l'Histoire de l'Europe, Volt fera campagne pour les élections européennes sur la base d'un projet commun : la Déclaration d'Amsterdam. Un projet sociétal à la fois visionnaire et réaliste. Volt veillera à tenir ses promesses, qui ne visent rien de moins que l'essor d'une Europe nouvelle et améliorée.

Le programme qui suit détaille ce que Volt veut accomplir au Parlement Européen, et est étayé dans un document plus exhaustif explicitant en détails nos projets et les moyens pour les réaliser. Tous les engagements pris par Volt sont adaptés à ce que permet le Parlement Européen.

Voter pour Volt, c'est voter pour :

#1 Rénover l'Europe

- En > Créant une union politique forte
- > Augmentant le pouvoir d'agir de ses citoyens
- > Augmentant la sécurité et la responsabilisation



#2 Faire de l'Europe un moteur économique

- En > Stimulant la croissance et en améliorant le niveau de vie
- > Investissant dans l'avenir
- > Accordant la priorité à l'éducation

#3 Bâtir une société juste et responsable

- En > Mettant en oeuvre la transition écologique
- > Gérant l'immigration de façon responsable et avec humanité
- > Œuvrant pour l'équité et l'égalité

#1

Rénover l'UE en créant une union politique forte

En soixante ans, l'UE a évolué du statut de gardien de la paix en Europe à une entité ayant plus de sens, puisqu'elle oeuvre désormais pour la protection des droits, la promotion du commerce, une prospérité partagée, et pour la protection de notre héritage et de notre environnement. Néanmoins, les crises ont montré que nos institutions sont incapables de mener à bien leurs missions. L'UE a besoin d'être réformée car notre futur repose sur une Europe fédérale et véritablement démocratique, qui sera dirigée et construite par ses citoyens.

Gouvernance

- > **Etablir une Europe fédérale dotée d'un gouvernement européen**, dirigé par un premier ministre élu par le Parlement, et d'un président élu par le peuple. Cela permettra de créer une démocratie parlementaire européenne forte, ouverte et transparente.
- > **Permettre la création de réels partis politiques européens**. Les partis actuels de l'UE sont des coalitions instables de partis nationaux, aux intérêts souvent divergeants; une réelle démocratie européenne nécessite des partis forts défendant leur propre vision du futur de l'Europe.
- > **Assurer la capacité à agir de l'UE** en généralisant les décisions prises à la majorité sur tous les sujets, et ce dans toutes les institutions. Actuellement, les Etats décident encore à l'unanimité ou par consensus sur de nombreuses questions, ce qui facilite les blocages plutôt que les avancées.

Economie et finance

- > **Faire de notre économie une économie robuste et durable** en passant par la mise en place d'une Eurozone+, dotée d'un budget, d'une union bancaire, et d'une Union Économique et Monétaire forte dirigée par un Ministre européen des finances représentant l'UE.
- > **Investir la Banque centrale européenne de la prérogative de soutien à l'emploi et à la croissance**, comme de celle de prévention et résolution des crises financières. Au-delà de la seule mission de limiter l'inflation, le mandat de la Banque centrale européenne doit être étendu pour promouvoir l'emploi, une croissance durable, et anticiper puis juguler les crises.
- > **S'assurer que les multinationales s'acquittent de leur juste part d'imposition**, en mettant en place un impôt européen sur les sociétés minimum de 15% et en harmonisant la taxation des sociétés dans les Etats membres. L'optimisation fiscale mise en place par les multinationales a lésé le financement des services publics durant des décennies.

Parlement européen

- > **Permettre aux Membres du Parlement européen de pouvoir pleinement représenter les intérêts des citoyens**, en leur accordant le droit d'émettre des propositions de lois. En tant que seule institution européenne élue au suffrage direct, le Parlement européen doit avoir un droit d'initiative, tout comme n'importe quel parlement national.
- > **Assurer la transparence des travaux du Parlement et empêcher les réécritures de dernière minute ainsi que les accords à huis clos**. Pour cela, il est nécessaire d'enregistrer tous les votes des Membres du Parlement et de les rendre public. Il faut également instaurer un délai fixe de présentation publique des projets de lois avant qu'ils ne soient votés.
- > **Assurer une représentation équitable de tous les citoyens de l'Union Européenne**, et resserrer les liens entre eux et leurs représentants. Cela peut se faire en instaurant les mêmes règles de scrutin pour le Parlement Européen dans toute l'UE et en permettant aux citoyens d'élire localement les Membres du Parlement Européen sur le mode de la proportionnelle.

#1

Rénover l'UE en augmentant le pouvoir d'agir de ses citoyens

Souvent, les Européens ne se sentent pas entendus et déplorent leur incapacité à participer aux processus de prise de décisions les concernant. Ils se sentent ainsi exclus de la politique. En augmentant le pouvoir d'action des citoyens, la démocratie sera renforcée. Premièrement, nous devons abolir les barrières empêchant la participation de tous. Deuxièmement, les Européens doivent pouvoir participer aux processus de prise de décisions au-delà des seules élections. Troisièmement, il nous faut mettre en place les meilleures conditions de délibération et de débat, afin que les Européens et les législateurs soient en mesure de prendre des décisions éclairées.

Inclusion

- > **Abroger les barrières au vote pour le Parlement européen**, en testant le vote électronique pour offrir aux citoyens un meilleur accès aux élections, en particulier pour les expatriés et les personnes à mobilité réduite.
- > **Garantir un meilleur accès aux services publics et faciliter les interactions avec les administrations de l'UE**, en instaurant une carte d'identité numérique et en tenant compte des acquis de la révolution numérique dans le fonctionnement des administrations européennes.

Participation

- > **Permettre aux Européens de contribuer à l'élaboration des politiques**, en créant des plateformes digitales et des assemblées citoyennes. Tous pourront ainsi donner leur avis sur les propositions législatives en cours, prendre part aux décisions politiques et ainsi façonner eux-mêmes leur société.
- > **Permettre aux Européens de s'exprimer sur l'affectation du budget de l'UE**, en instaurant une budgétisation participative. Les citoyens de l'UE seront ainsi à même de décider de l'affectation d'une part spécifique des ressources des fonds européens.

Délibération

- > **Renforcer la démocratie de demain par l'éducation d'aujourd'hui**, en exhortant les Etats à inclure un enseignement médiatique, l'éducation citoyenne et la connaissance des institutions dans leurs cursus scolaires. Cela renforcera l'engagement actif des citoyens européens dans la vie publique.
- > **Créer une réelle information européenne digne de confiance**, en instaurant une Plateforme médiatique européenne. Cela fournira aux citoyens de l'UE un moyen efficace de s'informer.



#1

Rénover l'UE en augmentant la sécurité et la responsabilisation

La sécurité, la transparence ainsi que des mesures anti-corrupcions sont essentielles pour susciter la confiance dans les gouvernements. L'UE peut et doit mieux faire dans chacun de ces domaines. Alors que les États membres investissent massivement dans la sécurité, de nombreuses ressources sont gâchées du fait d'investissements incohérents ou inefficaces. L'UE est mieux placée pour sécuriser les menaces potentielles à ses frontières extérieures. La lutte contre la corruption et pour plus de transparence doivent également être drastiquement renforcés.

Sécurité

- > **Améliorer les capacités de défense européenne**, en instaurant une armée européenne avec les Etats membres qui souhaiteraient s'engager, pour, à terme, arriver à la création d'une force armée européenne permanente sous l'égide d'un commandement militaire européen soumis à un contrôle civil.
- > **Renforcer la sécurité intérieure dans l'Union Européenne**, en transformant l'actuel office européen de police (EUROPOL) en une véritable police fédérale chargée de la lutte contre le crime transfrontalier, le terrorisme et le cyberterrorisme.
- > **Garantir la sécurité de l'infrastructure numérique de l'UE**, en la dotant uniquement de logiciels ouverts. Cela réduira la dépendance aux entreprises monopolistiques et abaissera les coûts de nos institutions, qui seront plus transparentes et résistantes en cas de fuites de données.

Transparence

- > **Améliorer la transparence de l'UE**, en exigeant que les élus divulguent les frais et dépenses de leur cabinet.
- > **Protéger la presse et les lanceurs d'alertes**, en instaurant des directives strictes qui restreignent les sanctions pouvant être infligées par les gouvernements en cas de publication d'informations confidentielles dans l'intérêt public.
- > **Veiller à ce que tous les lobbies actifs auprès des institutions européennes soient transparents et contrôlés**. L'inscription de toute activité de lobbying dans le registre public prévu à cet effet sera obligatoire et un code de conduite strict sera établi.

Corruption

- > **Attribuer les financements européens de projet en fonction des efforts nationaux dans la lutte contre la corruption**. Les Etats membres oeuvrant dans ce sens verront leurs efforts récompensés, tandis que ceux qui ne s'impliquent pas seront sanctionnés.
- > **Mettre fin à la corruption** en accordant de nouvelles prérogatives d'investigation à l'office européen de lutte antifraude (OLAF) et au Parquet européen, et en élargissant les compétences du Médiateur européen pour y inclure la possibilité d'examen en cas de gestion douteuse des fonds publics.

#2

Faire de l'Europe un moteur économique en stimulant la croissance et en améliorant les niveaux de vie

Le manque d'emplois qualifiés dans de nombreux pays européens est de plus en plus néfaste, notamment pour la jeunesse. Sans un nombre suffisant d'emplois, sans des conditions favorables à l'entrepreneuriat et sans opportunités égales pour tous, le continent ne pourra prospérer. Il faut promouvoir l'entrepreneuriat et faciliter l'accès aux opportunités économiques. Le chômage doit être jugulé en investissant dans l'éducation et en responsabilisant les citoyens dans leur recherche d'emploi. Les personnes en difficulté doivent aussi être aidées.

Création d'emplois

> **Orienter les fonds de l'UE vers les régions en difficulté pour créer de l'emploi**, en soutenant les investissements responsables et écologiques, tels que la construction de voies rapides permettant l'accessibilité à des zones rurales ainsi que celle aux sites de production locale d'énergie propre.

> **Augmenter les dépenses publiques en matière de formation professionnelle et continue** afin d'améliorer l'employabilité tout au long de la vie et la compétitivité des apprentis à l'international. Une attention particulière sera portée sur les secteurs avec un chômage de longue durée important.

> **Faciliter la recherche d'emploi à l'échelle européenne**, en créant une véritable Plateforme Européenne de l'Emploi permettant la rencontre entre les employeurs et les demandeurs d'emploi de toute l'Europe. Il faut aussi étendre le Portail européen sur la mobilité de l'emploi (EURES) et favoriser une meilleure coopération avec le secteur privé afin de parvenir à un marché du travail véritablement unifié.

> **Investir dans des programmes soutenant le numérique décentralisé**, en fournissant des équipements et des formations aux compétences digitales à bas coût. Ces investissements seront concentrés sur les régions subissant de forts taux de chômage et de faibles niveaux de compétences numériques ou de moindres accès aux technologies.

Entrepreneuriat

> **Faciliter la création d'entreprise en créant un unique guichet numérique européen**. Cela permettra de créer son entreprise en trois jours ouvrés à un coût administratif mineur. En complément, les frais et les procédures de création d'entreprise seront harmonisés. Les rapports, les déclarations fiscales et administratives seront simplifiées partout dans l'UE.

> **Dynamiser l'entrepreneuriat et la création d'emplois**, en augmentant les investissements dans les technologies telles que la blockchain, le big data, l'intelligence artificielle et les clouds afin d'aider ces secteurs stratégiques de l'Europe à devenir compétitifs à l'échelle mondiale.

Aucun laissé pour compte

> **Assurer des niveaux de vie décents, en instaurant un revenu minimum supérieur au seuil de pauvreté dans tous les Etats membres**.

> **Aider les personnes qui ont perdu leur travail dans des secteurs ou des régions affectés par les crises économiques**, en doublant le budget du Fonds Européen d'ajustement à la Mondialisation (FEM) et en le rendant plus flexible. Ces mécanismes faciliteront le retour à l'emploi lorsqu'une entreprise cesse ses activités en raison de difficultés économiques ou délocalise hors de l'UE.

#2

Faire de l'Europe un moteur économique en investissant dans l'avenir

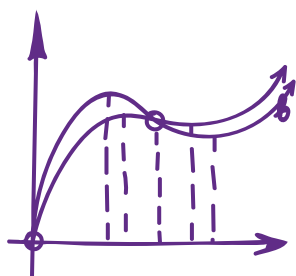
L'économie mondiale est en pleine mutation, ce qui suppose à la fois des opportunités et des défis pour notre continent. L'Europe doit être exemplaire en matière d'emplois d'avenir, de croissance soutenable, de compétitivité et de bien-être. Pour cela, il est crucial que l'Europe développe la recherche et ses capacités d'innovation. Parmi toutes les innovations technologiques à venir, l'intelligence artificielle constitue l'avancée la plus importante. L'Europe doit être la figure de proue dans l'exploration des potentiels de celle-ci.

Innovation

- > **Assurer l'avenir de l'excellence européenne en doublant les dépenses en matière de recherche et développement** pour atteindre 4% du PIB européen d'ici 2025. Il faut inciter les Etats à investir dans l'innovation pour maîtriser les défis sociaux et environnementaux à venir.
- > **Devenir efficace en matière d'intelligence artificielle (IA)**, en créant une agence européenne de coordination sur l'intelligence artificielle de haut niveau, pour faire converger les esprits les plus brillants et les entreprises de ce secteur. Il est aussi primordial d'instaurer une initiative européenne pour l'IA et d'établir des normes éthiques strictes en matière d'IA.
- > **Rendre l'intelligence artificielle disponible et accessible à tous**, en augmentant le soutien de la Banque européenne d'investissement à l'intelligence artificielle à hauteur d'au moins un milliard d'euros d'ici 2020. Il faudra également mettre en place une "plateforme centralisée d'IA sur demande" pour fournir un unique point d'accès aux ressources clés issues de l'IA dans l'UE.

L'avenir du travail

- > **Protéger la dignité et la sécurité des travailleurs**, particulièrement dans les nouveaux secteurs. Ceux qui travaillent dans des domaines non couverts par des contrats traditionnels à long terme (ex: gig, plateformes, freelance) doivent bénéficier de normes de protection comparables à celles applicables dans les secteurs d'activité traditionnels.
- > **Créer des espaces de travail flexibles** en passant par une vaste loi européenne sur le choix du temps de travail, afin de permettre aux employés et aux employeurs de négocier des formes de travail flexibles reflétant les besoins de l'individu, de l'équipe et de l'entreprise.
- > **Préparer les travailleurs européens aux défis de demain**, en mettant en place un Conseil européen des compétences sectorielles qui se concentrerait sur la recherche des compétences nécessaires à l'avenir. Cela favorisera des synergies entre les secteurs public et privé.



#2

Faire de l'Europe un moteur économique en accordant la priorité à l'éducation

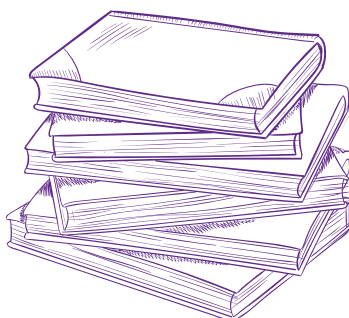
Pour que l'Europe atteigne son plein potentiel, l'éducation de ses citoyens doit être une priorité. L'éducation permet la création et le partage des connaissances, ce qui améliore la compréhension d'autrui et donc la cohésion sociale. Volt veut moderniser l'éducation, partant d'une obligation d'éducation dès le plus jeune âge pour aller vers la formation tout au long de la vie, tout en améliorant l'apprentissage de compétences formelles et informelles, qui doivent être reconnues partout en Europe. Cela permettra aux Européens de trouver un travail adapté à leurs compétences et de préserver leurs emplois dans le temps.

Education

- > **Offrir au plus grand nombre l'opportunité de découvrir différents pays européens**, en augmentant le budget dédié aux programmes d'échange dans l'UE (ERASMUS+), particulièrement pour les élèves du secondaire, les apprentis et les étudiants défavorisés.
- > **S'assurer que chacun soit en mesure de suivre les évolutions rapides de la société**, en élargissant la formation tout au long de la vie à tous, au travers de leur vie professionnelle et personnelle.
- > **Faire passer l'éducation au niveau supérieur**, en augmentant les financements européens à destination des enseignants et des professeurs, et en introduisant de nouvelles méthodes d'enseignement. Cela permettra l'individualisation des apprentissages, garante du succès académique.

Le "Programme Volta"

- > **Etablir le "Programme Volta" européen**, qui fournira un soutien financier global pour tout type de formation, en particulier la reconversion et la formation continue.
- > **Faciliter les études et le travail n'importe où en Europe**, en améliorant la transparence et la valorisation des connaissances et des compétences.
- > **Améliorer l'acquisition des compétences digitales à tout âge**, en enseignant tôt la maîtrise d'internet et l'apprentissage du code



#3

Construire une société juste et durable en mettant en oeuvre la transition écologique

L'Europe doit être la figure de proue en matière de transition écologique pour en recueillir les bénéfices et mener la lutte contre le changement climatique. Il ne reste plus que douze ans au monde pour lutter contre le changement climatique et respecter les engagements de l'accord de Paris. Pour y parvenir, la transition écologique doit être plus rapide et plus audacieuse qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'UE ne peut vaincre seule les défis mondiaux, mais elle peut et elle doit montrer la voie en oeuvrant pour limiter les effets actuels et futurs du changement climatique, et servir d'exemple à d'autres régions. Il n'y a qu'ainsi que l'UE sera capable de se positionner dans les industries vertes du futur.

Gestion intelligente de l'énergie

- > **Développer l'économie verte, en instaurant une taxe carbone à l'échelle de l'UE**, ainsi que d'autres formes de tarification du carbone sur l'ensemble de la chaîne de production. Il faut aussi cesser de subventionner les carburants issus des énergies fossiles. Les fonds ainsi économisés seront affectés à des projets pertinents visant à l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Ces fonds serviront enfin à créer de nouveaux emplois.
- > **Utiliser l'énergie d'une façon plus intelligente**, en introduisant des grilles tarifaires plus pertinentes pour l'électricité, en définissant des cibles d'économie d'énergie plus ambitieuses, et en instaurant des mécanismes incitatifs pour promouvoir les transports publics écologiques à basse consommation.

Economie circulaire

- > **Démarrer véritablement l'économie circulaire**, en stimulant la production de biens et services renouvelables et durables. Cela se fera en harmonisant les incitations fiscales, en accélérant les procédures réglementaires et en mettant à disposition des fonds pour repenser la conception des organisations, des biens et des services, qui doivent, par ailleurs, intégrer les acquis de la révolution numérique.
- > **En finir avec la pollution par les matières plastiques et réduire les déchets de façon globale**, en taxant l'usage du plastique, les produits à usage unique ainsi que les produits recyclables pollués. Il s'agit aussi de cesser d'exporter nos déchets hors de l'UE.
- > **Tendre vers une consommation ainsi que des dépenses publiques responsables**, en instaurant un label d'économie circulaire, en définissant des normes écologiques pour les commandes publiques, et en soutenant les initiatives de partage de ressources et d'augmentation de la durée de vie des produits.

Agriculture responsable

- > **Soutenir l'agriculture durable**, en réorientant les fonds de la Politique Agricole Commune des exploitations intensives vers les producteurs locaux mettant en oeuvre des pratiques écologiques.
- > **Augmenter la qualité des produits et protéger la biodiversité**, en soutenant les exploitations agricoles qui gèrent leurs sols en respectant les écosystèmes locaux. Il s'agit aussi de se concentrer sur la préservation des habitats naturels, et sur l'interdiction de l'usage de pesticides et de néonicotinoïdes.



#3

Construire une société juste et durable gérant l'immigration de façon responsable et avec humanité

L'UE traverse une crise politique dans sa gestion des flux migratoires. Il ne fait aucun doute que la crise des réfugiés est une crise politique. L'Europe a la responsabilité juridique et morale d'aider, elle a la capacité d'absorber les flux de réfugiés et Volt en fera une opportunité pour tous. L'accueil d'un groupe diversifié de travailleurs migrants sur le marché du travail européen peut contribuer à la fois au bien-être des pays européens et à celui des pays d'origine des migrants.

Demandeurs d'asile et réfugiés

- > **Gérer les flux de réfugiés en provenance de l'extérieur de l'UE**, par la mise en place d'un système européen de gestion des réfugiés. Le système de Dublin doit être réformé et complété par un système de règlement qui prévoit des pénalités et des sanctions à l'encontre des États refusant de s'acquitter de leurs responsabilités.
- > **Rendre le système d'asile équitable, efficace et rapide**, en publiant des lignes directrices de l'UE qui garantissent des procédures d'asile plus courtes et prévoient des mesures sociales, juridiques, et un soutien psychologique.
- > **Assurer une intégration réussie et bénéfique à l'économie**. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir entrer sur le marché du travail dès le premier jour, et leurs compétences doivent être plus facilement reconnues. De plus, une formation linguistique doit être offerte à tous les demandeurs d'asile.
- > **Faire respecter les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés, par la surveillance et la sanction des Etats membres qui violent ces droits**, par exemple en détenant des demandeurs d'asile lorsque cela n'est pas nécessaire et dans des conditions inhumaines.
- > **Protéger ceux qui en ont besoin, en classant les migrants victimes de la famine et les migrants climatiques dans la catégorie des réfugiés** en vertu du droit européen et en renforçant l'utilisation de corridors humanitaires.

Migration de travail

- > **Protéger les travailleurs nationaux et étrangers contre les effets négatifs de la migration économique**, en appliquant une harmonisation minimale entre tous les pays européens pour garantir l'accès aux services sociaux, juridiques et médicaux de base.
- > **Faire de l'Europe un pôle de talents et d'innovation**, en la simplifiant et en la rendant plus simple et plus attractive pour l'obtention d'un visa d'expert, surtout après l'obtention d'un diplôme universitaire d'un État membre de l'UE.
- > **Accroître les voies légales d'entrée en Europe**, en développant un visa spécifique qui pourra être mis à la disposition des travailleurs étrangers temporaires.
- > **Veiller à ce que les pays d'origine et les pays européens profitent de la migration économique temporaire**, en alignant les intérêts des deux parties et en faisant participer toutes les parties concernées (employeurs et syndicats par exemple) au processus d'élaboration des politiques.

#3

Construire une société juste et durable œuvrant pour l'équité et l'égalité

Des personnes sont encore victimes de discrimination et d'exclusion sociale en raison de leur sexe, sexualité, handicap, apparence, origine ou croyances. L'UE doit adopter une approche globale pour mettre fin à toutes les formes de discrimination. L'égalité des droits et des chances doit être garantie à tous et les droits de l'Homme doivent être respectés, appliqués et défendus. Rendons l'Europe égale d'ici 2025 !

Egalité et anti-discrimination

- > **Briser le plafond de verre, en faisant respecter, par la loi, la représentation des femmes dans les conseils d'administration des entreprises** cotées en bourse d'ici 2025 et en exigeant des entreprises qu'elles fassent un rapport sur la rémunération et l'équilibre entre les sexes.
- > **Garantir le respect des droits des femmes**, en légalisant et en donnant accès à l'avortement gratuit jusqu'à la fin du premier trimestre, et en fournissant des moyens de contraception gratuits partout en Europe.
- > **Garantir l'égalité des droits pour tous**, en assurant l'accès aux mêmes procédures, droits et unions à tous les membres de la société, y compris le mariage pour tous.

Secteur public

- > **Mettre fin à la violence policière et au traitement discriminatoire des minorités**, en dispensant une formation policière et en révisant les lois, en mettant fin aux persécutions partiales et en garantissant que le système judiciaire ne discrimine pas les minorités.
- > **Viser la pleine égalité et la diversité** pour les groupes sous-représentés au sein du secteur public des États membres et dans les institutions de l'UE, en mettant en place un traitement préférentiel, un signalement sur la diversité et en prenant en compte les besoins particuliers.
- > **Garantir une représentation égale des femmes et des hommes** dans la politique de l'UE et encourager la participation des femmes à la vie politique, en disposant de listes de candidats paritaires et par d'autres moyens, tels que l'obligation de rendre compte de la représentation des sexes.

Inclusion

- > **Rendre le logement abordable, en intégrant le logement social et partagé dans la politique de cohésion de l'UE.** Il s'agit aussi d'utiliser les fonds disponibles pour le logement social afin d'améliorer la situation des groupes à faible revenu, y compris les groupes marginalisés, et inviter instamment les États membres à subventionner la vie sociale partagée.
- > **Réduire la pauvreté des enfants, en mettant en œuvre une norme minimale pour les allocations familiales universelles dans toute l'UE.**

Volt

